ÉCONOMIE & FISCALITÉ · FICHE MESURE

État entrepreneur

État entrepreneur : qu'est-ce que ça changerait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
10 Md€	**0 €**	**0 € par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit 0 € sur 5 ans · neutre pour le solde public

Vecteur juridique : Loi ordinaire (création FSIF EPIC) + dotation LF + accord UE aides d'État + décrets gouvernance

Résumé

L'État français a longtemps oscillé entre nationalisations idéologiques (1981, échec coûteux car gouvernance politique direct + sans rentabilité) et liquidations à perte (Renault, EDF privatisé partiellement, Alstom Énergie cédé à General Electric en 2014, GDF cédé à Engie). Or les modèles internationaux réussis montrent qu'un État peut être actionnaire majoritaire ou unique d'entreprises productives ET dégager des bénéfices : Singapour (Temasek Holdings, 280 Md$ d'actifs, ROI 14 %/an depuis 1974), Norvège (Equinor pétrolier semi-public + GPFG fonds souverain 1 500 Md$), Allemagne (KfW Bank publique + IPCEIs), France elle-même (Caisse des Dépôts, BPI, EDF, RATP — qui fonctionnent bien quand gouvernance autonome). Le programme propose 5 axes : (1) Création du Fonds Souverain Industriel France (FSIF) — dotation initiale 10 Md€ sur 5 ans, gouvernance indépendante modèle Norvège GPFG, mission : prises de participation majoritaires ou totales dans 20-30 entreprises stratégiques productives ; (2) Secteurs prioritaires — outillage industriel (perdu en 30 ans), semi-conducteurs (relocalisation STMicroelectronics renforcée), batteries (ACC consolidé), biens semi-finis métallurgie, machines-outils, robotique industrielle, équipements médicaux, équipements énergie verte, aéronautique sous-traitance ; (3) Gouvernance autonome — direction privée recrutée par concours, conseil d'administration indépendant (modèle Banque de France), seul l'État définit les missions stratégiques pas les choix opérationnels ; (4) Retour sur investissement — objectif ROI 6-8 %/an à 10 ans (modèle Singapour), bénéfices réinvestis ou versés au Trésor ; (5) Exportation et soutien à l'écosystème national — les entreprises FSIF exportent activement, achètent en France quand possible, contribuent à la souveraineté économique. Coût net 5 ans : neutre (FSIF est un actif, pas une charge), retombées long terme : ~5 Md€/an de dividendes ou ROI réinvestis à 10 ans, ~80 000 emplois industriels recréés.

Financement

Coût brut sur 5 ans : ~10 Md€ (dotation initiale FSIF)

- Réaffectation dividendes APE : ~3 Md€/an × 5 ans = ~15 Md€ (déjà comptabilisés dans le budget actuel)
- Réaffectation recettes G niches fiscales : ~3 Md€/an × 5 ans = ~15 Md€ (mais sur 5 ans cumulés ~10 Md€ effectivement alloués au FSIF)
- Capacité d'emprunt avec garantie d'État : ~4 Md€/an (sans coût budgétaire direct)

Solde net sur 5 ans : ~0 Md€ (réaffectation d'actifs et de recettes existantes, pas de dépense nouvelle nette).

Important : le FSIF est un **actif** dans le patrimoine de l'État, pas une charge. Les 10 Md€ engagés deviennent des participations valorisables.

Recettes attendues à long terme :

- **Dividendes annuels** : à partir de l'an 5-7, ~500 M€/an, montée vers 2 Md€/an à 10 ans, ~5 Md€/an à 15-20 ans (modèle Temasek à maturité)
- **Plus-values latentes** : ~30-50 Md€ d'actifs sous gestion en 10 ans, soit ~+20-40 Md€ vs dotation initiale
- **Recettes fiscales indirectes** : sur les ~80 000 emplois recréés (IR + cotisations + IS des entreprises FSIF), ~2-3 Md€/an à 10 ans

ROI macroéconomique attendu à 15-20 ans :

- Souveraineté industrielle restaurée sur 10 secteurs stratégiques
- Effet d'entraînement BTP/industrie : ~280 000 emplois indirects créés
- Réduction balance commerciale (moins d'importations stratégiques) : ~5-10 Md€/an à terme
- Recettes fiscales structurelles long terme

Financement : couvert par réaffectation des actifs et recettes existantes, sans charge budgétaire nouvelle nette.

Calendrier

- **An 1.** Adoption loi cadre FSIF. Saisine Conseil d'État sur statut EPIC. Recrutement Conseil d'administration et direction opérationnelle (CEO + CIO par concours). Définition de la charte éthique d'investissement. Validation UE (aides d'État compatibles cohérence IPCEI). Identification des 30 premières cibles stratégiques par audit interne.
- **An 2.** FSIF opérationnel. Première dotation effective (~2 Md€). Premières prises de participation : 5 entreprises stratégiques (outillage, batteries ACC, équipements médicaux, semi-conducteurs STMicro renforcé, biens semi-finis). Premier rapport annuel public.
- **An 3.** 10 entreprises sous participation FSIF cumulées. ~3 Md€ d'actifs sous gestion. Premier audit Cour des comptes. Premiers résultats financiers (pas encore de dividendes mais valorisation positive attendue).

- **An 4.** 20 entreprises sous participation cumulées. ~5-7 Md€ d'actifs sous gestion. Premier exercice de dividendes versés au Trésor public. Évaluation indépendante par France Stratégie.
- **An 5.** Régime cible : 30 entreprises sous participation, ~10-15 Md€ d'actifs sous gestion, premières plus-values significatives, ~500 M€/an de dividendes au Trésor. Bilan public complet : souveraineté industrielle restaurée, emplois créés, ROI cible 6-8 %/an confirmé ou ajusté.

Indicateurs de succès

- Actifs sous gestion FSIF (objectif : 10-15 Md€ en an 5, 30-50 Md€ en an 10).
- Nombre d'entreprises stratégiques sous participation FSIF (objectif : 30 en an 5).
- ROI annuel net (objectif : 6-8 %/an à horizon 10 ans).
- Dividendes versés au Trésor public (objectif : 500 M€/an en an 5, 2 Md€/an en an 10).
- Emplois directs et indirects créés dans les filières concernées (objectif : +80 000 en 10 ans).
- Part de marché française dans les secteurs prioritaires (objectif : doublement en 10 ans).
- Réduction balance commerciale stratégique (objectif : -5 Md€/an d'importations critiques en 10 ans).
- Audit Cour des comptes : conformité gouvernance et performance (objectif : avis favorable annuel).

Public cible

Directement concernés :

- **20-30 entreprises stratégiques** des secteurs prioritaires — prises de participation ou créations
- **~80 000 emplois industriels** sécurisés ou créés à horizon 10 ans
- **APE (Agence des Participations de l'État)** : refondue ou absorbée par FSIF
- **BPI France** : partenariat structurel renforcé
- **Caisse des Dépôts** : articulation avec FSIF (les deux ont des missions complémentaires : CDC = gestion patrimoine, FSIF = pilotage industriel actif)

Bénéficiaires indirects :

- **L'ensemble de l'économie française** via la souveraineté industrielle renforcée
- **Territoires d'implantation** des entreprises FSIF (effet localisation, emplois indirects)
- **Trésor public** via dividendes futurs (~5 Md€/an à 10 ans)
- **Recherche française** (CEA, CNRS, universités) : débouchés industriels pour les innovations

Pas concernés :

- Secteurs déjà compétitifs sans intervention publique (luxe, services financiers, etc.)
- Entreprises performantes du secteur privé : FSIF ne les concurrence pas, il intervient là où le marché est défaillant ou stratégique

Sources

- Singapour — Temasek Holdings, rapport annuel et modèle de gouvernance — https://www.temasek.com.sg — Référence mondiale du fonds souverain industriel à gouvernance autonome.
- Norvège — Government Pension Fund Global (GPFG, Norges Bank Investment Management) — https://www.nbim.no — Modèle de gouvernance et d'éthique pour fonds souverain.
- Norvège — Equinor, modèle d'entreprise semi-publique rentable — https://www.equinor.com
- Allemagne — KfW Bank, banque publique de développement — https://www.kfw.de
- Agence des Participations de l'État (APE) — Rapport annuel — https://www.economie.gouv.fr/agence-participations-etat
- Bpifrance — Modèle français de banque publique d'investissement — https://www.bpifrance.com
- Cour des comptes — Rapports sur la gestion des participations de l'État — https://www.ccomptes.fr
- France Stratégie — Études sur la politique industrielle française et internationale — https://www.strategie.gouv.fr
- Mariana Mazzucato — The Entrepreneurial State (2013) — https://marianamazzucato.com — Référence académique sur l'État entrepreneur producteur d'innovation.

Fiche complète en ligne : https://chiffrons.fr/mesures/etat-entrepreneur-productif/ — on y trouve aussi : diagnostic.

Montants cumulés sur 5 ans ; l'effet annuel est une moyenne (cumul ÷ 5), seule grandeur comparable au déficit public, qui est annuel. Effet sur le solde : positif = améliore le solde public. Aucun effet de retour n'est modélisé. Données sous Licence Ouverte 2.0 (https://chiffrons.fr/donnees/) ; le site ne publie pas de licence pour ses textes. Chiffrons.fr est publié anonymement, sans parti ni candidature.